

## Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

### **Décret 1342-98, 21 octobre 1998**

Loi sur la fiscalité municipale  
(L.R.Q., c. F-2.1)

#### **Immeubles à vocation unique de nature industrielle ou institutionnelle — Méthode d'évaluation**

CONCERNANT le Règlement sur la méthode d'évaluation des immeubles à vocation unique de nature industrielle ou institutionnelle

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 10° de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1), le gouvernement peut prescrire, pour les immeubles à vocation unique de nature industrielle ou institutionnelle qu'il définit, une méthode d'évaluation compatible avec les dispositions de l'article 44 et pouvant varier selon les catégories d'immeubles qu'il détermine;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), le projet de règlement intitulé « Règlement sur la méthode d'évaluation des immeubles à vocation unique de nature industrielle ou institutionnelle » a été publié à la *Gazette officielle du Québec* du 23 juin 1998 aux pages 3228 et 3229, accompagné d'un avis mentionnant qu'il pourrait être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication et que toute personne intéressée pouvait transmettre ses commentaires par écrit au ministre des Affaires municipales avant l'expiration de ce délai;

ATTENDU QUE des commentaires justifiant la modification de ce projet de règlement ont été reçus avant l'expiration de ce délai;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement avec des modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales:

QUE le Règlement sur la méthode d'évaluation des immeubles à vocation unique de nature industrielle ou institutionnelle, annexé au présent décret, soit édicté.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

#### **Règlement sur la méthode d'évaluation des immeubles à vocation unique de nature industrielle ou institutionnelle**

Loi sur la fiscalité municipale  
(L.R.Q., c. F-2.1, a. 262, par. 10°)

1. Pour l'application du présent règlement, on entend par « immeuble à vocation unique de nature industrielle ou institutionnelle » une unité d'évaluation qui, à la date prévue au premier alinéa de l'article 46 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1), remplit les conditions suivantes:

1° la valeur, inscrite au rôle en vigueur, des constructions qui en font partie est de 5 000 000 \$ ou plus;

2° elle n'est pas entièrement désaffectée;

3° elle n'est pas susceptible de faire l'objet d'une vente de gré à gré;

4° les constructions qui en font partie sont conçues et agencées spécialement pour l'exercice d'une activité prédominante de nature industrielle ou institutionnelle;

5° les constructions qui en font partie ne peuvent être économiquement converties aux fins de l'exercice d'une activité d'un autre genre.

Est de nature industrielle une activité de production industrielle.

Est de nature institutionnelle toute activité aux fins de laquelle est destiné un immeuble visé à l'un des paragraphes 1°, 1.1° et 13° à 17° de l'article 204 de la loi et qui n'est ni de nature résidentielle, administrative ou commerciale, ni une activité d'entreposage.

2. Aux fins de l'établissement de la valeur réelle de tout immeuble à vocation unique de nature industrielle ou institutionnelle, on utilise une application de la méthode du coût qui consiste à établir, conformément à l'article 3, le coût neuf des constructions, à soustraire de ce coût, le cas échéant, toute dépréciation, notamment celle prévue à l'article 4, et à ajouter à la différence obtenue la valeur du terrain établie selon les règles usuelles.

3. On établit le coût neuf des constructions en tenant compte des dimensions extérieures exactes de celles-ci, telles qu'elles existent à la date applicable en vertu du premier ou du deuxième alinéa de l'article 46 de la loi, selon le cas, et des matériaux et des techniques utilisés couramment, à cette date, pour la réalisation de telles constructions.

4. Une dépréciation doit être soustraite pour tenir compte, le cas échéant, de la différence significative qui existe entre:

1° l'espace intérieur qui serait disponible dans une construction ayant exactement les mêmes dimensions extérieures que celle dont on cherche à établir la valeur, telles qu'elles existent à la date applicable en vertu du premier ou du deuxième alinéa de l'article 46 de la loi, selon le cas, si on avait utilisé les matériaux et techniques utilisés couramment, à cette date, pour la réalisation d'une telle construction;

2° l'espace intérieur réellement disponible à la même date, qu'il soit utilisé ou non, dans la construction dont on cherche à établir la valeur.

5. Le présent règlement s'applique aux fins de l'établissement de la valeur de tout immeuble à vocation unique de nature industrielle ou institutionnelle qui doit être inscrite à un rôle d'évaluation foncière entrant en vigueur après le 31 décembre 2000.

6. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

31093

Gouvernement du Québec

## Décret 1361-98, 21 octobre 1998

Loi sur les réserves écologiques  
(L.R.Q., c. R-26.1)

### Réserve écologique Claude-Mélançon — Modification

CONCERNANT la modification du Règlement sur la réserve écologique Claude-Mélançon

ATTENDU QUE la réserve écologique Claude-Mélançon a été constituée en vertu de l'article 2 de la Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., c. R-26) par le Règlement sur la réserve écologique Claude-Mélançon édicté par le décret 220-88 du 17 février 1988;

ATTENDU QUE la Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., c. R-26) a été remplacée par la Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., c. R-26.1);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 21 de la Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., c. R-26.1), les réserves écologiques constituées avant le 15 juillet 1993 sont maintenues et régies par les dispositions de cette loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le territoire de la réserve écologique Claude-Mélançon afin de protéger une sapinière à oxalide de montagnes, une communauté végétale rare au Québec, et d'y distraire un sentier utilisé à d'autres fins que celles prévues par la Loi sur les réserves écologiques;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de la Loi sur les réserves écologiques, les terres du domaine public constituées en réserve écologique relèvent de l'autorité du ministre de l'Environnement et de la Faune;

ATTENDU QUE cette modification consisterait en un agrandissement et que les terres supplémentaires appartiennent, elles aussi, au gouvernement du Québec;

ATTENDU QU'aucune partie des terres qui seraient ajoutées à la réserve écologique Claude-Mélançon ne se trouve dans une aire retenue pour fins de contrôle ou dans une zone agricole établie en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., c. P-41.1, modifiée par 1996, c. 26, a.1);

ATTENDU QUE la municipalité régionale de comté de Bellechasse a donné un avis de conformité de cette modification quant aux objectifs de son schéma d'aménagement;

ATTENDU QUE conformément à l'article 2 de la Loi sur les réserves écologiques, un avis décrivant sommairement la modification de la réserve écologique Claude-Mélançon a été publié à la *Gazette officielle du Québec* et dans le journal régional La Voix du Sud et qu'aucun commentaire n'a été transmis au ministre de l'Environnement et de la Faune à ce sujet en ce qui a trait à cette modification;

ATTENDU QUE l'article 3 de la Loi sur les réserves écologiques prévoit que tout décret pris en vertu des articles 1 et 2 entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune: